

Le monde agricole présente 36 solutions pour diminuer leur usage

© 11/07/2018 |  Terre-net Média

Une quarantaine d'organisations agricoles menées par la FNSEA ont présenté mercredi 36 solutions concrètes pour réduire l'usage des produits phytosanitaires dans le cadre d'un « contrat de solutions », en réflexion depuis un an.

Face à la demande sociétale de **réduction des usages de produits phytosanitaires**, le monde agricole tente d'élaborer des solutions répondant à ces attentes tout en garantissant la rentabilité et la compétitivité des exploitations agricoles. « Nous réussissons si le déploiement est massif, si ce ne sont pas seulement les pionniers mais l'ensemble des agriculteurs qui déploient ces solutions. C'est un gage de résultat », a souligné la présidente de la **FNSEA**, Christiane Lambert, lors d'une conférence de presse.

Un tel travail de mutualisation entre organismes de recherche, syndicats, institut techniques et interprofessions est une première, a-t-elle précisé. Il a débouché sur **36 solutions pour lutter contre les maladies ou les ravageurs** pour les pommes de terre, la lavande, le basilic ou encore le tournesol. Chaque fiche estime les coûts et les gains pour les agriculteurs, mais aussi les freins à lever, les conditions de réussite et les acteurs à mobiliser. C'est une première étape, car « nous avons 336 pistes identifiées, et nous allons poursuivre le travail », a expliqué Alexandre Quillet, président de l'Institut technique de la betterave. « Si les pouvoirs publics décidaient de nous accompagner politiquement, financièrement et réglementairement, je vous laisse imaginer comme nous irions plus vite et plus loin », a-t-il ajouté. « Pour jouer le match, il faut être deux. Tout ce travail, c'est notre contribution à ce que le gouvernement appelle la responsabilité des acteurs. Nous attendons le même engagement des pouvoirs publics », a renchéri Christiane Lambert. « Nous les coopératives, on doit aller convaincre les agriculteurs que ces pratiques plus vertes ont une valeur sur le marché. On ne peut pas leur dire : vous allez essayer et payer les pots cassés. C'est là qu'il y a une demande d'accompagnement de l'État », a pour sa part souligné Christian Pees, vice-président de Coop de France. Les 40 organisations partenaires vont proposer tous les six mois une évaluation des actions identifiées avec un suivi des indicateurs de déploiement des solutions et, « le cas échéant, une actualisation des actions à conduire », selon le document.